



COMITE PERMANENT INTER-ETATS DE LUTTE CONTRE LA SECHERESSE DANS LE SAHEL
PERMANENT INTERSTATE COMMITTEE FOR DROUGHT CONTROL IN THE SAHEL
COMITÉ PERMANENTE INTER-ESTADOS DE LUTA CONTRA A SECA NO SAHEL
اللجنة الدائمة المشتركة لمحاربة التصحر في الساحل



Secrétariat Exécutif

AVIS DE VACANCE DE POSTE

(Les candidatures féminines sont fortement encouragées)

Le Comité Permanent Inter-Etats de Lutte contre la Sécheresse dans le Sahel (CILSS) recherche des candidatures de personnes qualifiées et expérimentées pour le recrutement d'un expert en suivi-évaluation pour la mise en œuvre du **PROGRAMME FOOD ACROSS BORDERS (ProFAB)**.

I. JUSTIFICATION

Le Comité Permanent Inter-Etats de Lutte contre la Sécheresse dans le Sahel (CILSS) a été créé le 12 septembre 1973 à la suite des grandes sécheresses qui ont frappé le Sahel dans les années 70. Il regroupe de nos jours treize (13) États membres (Bénin, Burkina Faso, Cap-Vert, Côte d'Ivoire, Gambie, Guinée, Guinée-Bissau, Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal, Tchad, Togo). C'est un établissement public inter-étatique doté de la personnalité juridique et de l'autonomie financière. Son mandat est de « *s'investir dans la recherche de la sécurité alimentaire et dans la lutte contre les effets de la sécheresse et de la désertification, pour un nouvel équilibre écologique au Sahel* ».

Le CILSS exécute plusieurs programmes régionaux sous mandat de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et de l'union Economique et Monétaire Ouest-Africaine (UEMOA) au bénéfice des populations des quinze (15) Etats membres de la CEDEAO, de la République Islamique de Mauritanie et du Tchad.

La fluidité des produits agro-sylvo-pastoraux et halieutiques reste confrontée à d'énormes goulots d'étranglement. De nombreux obstacles à leur circulation persiste sous formes (i) de **tracasseries routières**, (ii) de **restrictions des exportations**, (iii) d'exigence de **Certificats d'origine** et de **Certificats vétérinaires**.

Face à ces obstacles, les Commissions de la CEDEAO et de l'UEMOA, appuyées par l'USAID, ont organisé, en janvier 2013, à Accra, Ghana, une conférence régionale sur la libre circulation des produits agricoles.

Cette conférence a permis la formulation par la Commission de la CEDEAO du **PROGRAMME FOOD ACROSS BORDERS (ProFAB)** dédié à l'amélioration de la libre circulation des denrées alimentaires dans l'espace communautaire. La Commission de la CEDEAO a donné mandat à la Plateforme d'appui au développement rural et à la sécurité alimentaire en Afrique de l'Ouest et du Centre (HUB RURAL) basée à Dakar (Sénégal) pour la mise en œuvre du PROFAB dont les fonds d'appui ont été négociés par la Commission de la CEDEAO auprès de l'USAID et de la Coopération Canadienne qui en assurent le financement.

Titre du poste	: Chargé de suivi-évaluation du Programme
Lieu d'affectation	: Dakar, Sénégal
Durée du contrat	: Durée Déterminée (CDD)
Date de clôture	: 17/06/2016

II RESPONSABILITES :

Sous la supervision directe du Coordonnateur Régional du Programme, le chargé suivi-évaluation aura à sa charge des fonctions ci-après :

Tâches principales :

- Mettre en place le système de bases de données nécessaires à la détermination des indicateurs de suivi et d'évaluation du programme ;
- Constituer une situation de références des échanges intra-régionaux de produits agro-sylvo-pastoraux et halieutiques ;
- Gérer les procédures de collecte de données alimentant le système susmentionné ;
- Gérer les procédures de traitement de données en vue de la production d'une information pertinente sur les réalisations du programme ;
- Gérer les procédures d'analyse des données traitées pour la même raison de disponibilité d'une information pertinente et utile à la prise de décisions

Tâches spécifiques :

Rédiger des notes d'informations ponctuelles à la demande des décideurs du programme (comité de pilotage, CEDEAO, UEMOA, CILSS, Partenaires techniques et financiers, unité de facilitation et de coordination, Etats, OP, OSC, organisations du secteur privé, bénéficiaires directes) ;

Rédiger des notes semestrielles de veille pour une alerte permanente des parties prenantes susvisées ;

Rédiger des rapports annuels de performance pour un pilotage efficace du programme ;

Contribuer à l'animation de tout outil de communication (site, bulletins, autres supports audiovisuels) du programme ;

III CRITERES DE SELECTION

- **DIPLOME** : être titulaire d'un diplôme universitaire d'au moins Bac+5 dans les domaines des sciences Economiques et/ou agronomiques, planification, gestion des bases de données, modélisation, statistiques, développement rural.
- **Expériences professionnelles** : justifier d'une expérience professionnelle d'au moins cinq (5) ans en matière de suivi-évaluation de projets et programmes de sécurité alimentaire et de développement rural, gestion de bases de données relatives au développement rural et à la sécurité alimentaire, de production et de diffusion de notes et rapports de performances, en gestion axée sur les résultats ; d'élaboration et/ou de mise en œuvre de politiques régionales dans les domaines du commerce et/ou du développement rural en Afrique de l'Ouest ; dans l'animation d'équipes autour de l'élaboration et de la mise en œuvre des politiques susvisées ; une large expérience de participation aux processus de mise en œuvre des politiques régionales dans les domaines agricole et/ou commercial ; forte expérience de participation à la communication orientée développement rurale et sécurité alimentaire (bulletins, sites web, autres supports) ; à la

planification stratégique et opérationnelle d'actions de développement rurale et sécurité alimentaire.

➤ **Maitrise des outils informatiques :**

Très bonne connaissance et maitrise de l'outil informatique (les logiciels word, Excel, accès, etc.)

➤ **LANGUES DE TRAVAIL EXIGÉES**

La parfaite maitrise du français ou de l'anglais est requise. Toutefois, le candidat devra être capable de travailler dans l'autre langue. La connaissance du Portugais serait un atout.

IV. COMPETENCES REQUISES

- Bonne connaissance des politiques sectorielles régionales de l'UEMOA et de la CEDEAO
- Bonne maîtrise des enjeux socioéconomiques actuelles de l'espace ouest-africain. Cette connaissance des enjeux et politiques doit notamment s'accompagner d'une bonne maîtrise :
 - de l'état de déroulement des politiques agricoles régionales en Afrique de l'Ouest, à savoir l'ECOWAP de la CEDEAO et la PAU de l'UEMOA ;
 - de l'état d'avancement de l'intégration des politiques commerciales en Afrique de l'Ouest ;
 - de l'état des obstacles à la circulation transfrontalière des produits agro-sylvo-pastoraux et halieutiques dans la région ;
 - des différentes catégories d'acteurs impliqués dans les échanges transfrontaliers desdits produits ;
 - des dynamiques d'intégration économique régionale et de leurs enjeux dans la lutte contre la pauvreté et l'insécurité alimentaire ;
 - des programmes nationaux et régionaux de développement agro-sylvo-pastoral et halieutique ;
 - de la dynamique des organisations des paysans (OP), des organisations de la Société civile (OSC) et du secteur privé rural ;
 - de la dynamique des organisations d'OP, de la société civile et du secteur privé rural ;
 - des concertations entre acteurs étatiques et acteurs non étatiques dans le cadre des politiques régionales en matière de commerce et de développement rural ;
- bonne pratique de la gestion axée sur les résultats ;
- Bonnes aptitudes rédactionnelles et communicationnelles ;
- Bonnes capacités :
 - d'analyse et de traitement statistiques des données ;
 - d'analyse de contenu textuel ;
 - de gestion d'équipes de collecte, de saisie et de traitement de données ;
 - d'animation de groupes de veille et d'évaluation de performances ;
 - d'expression courante en français et en anglais ;
 - d'écoute des acteurs et parties prenantes ;
 - de rédaction de notes et rapports ;
 - de valorisation des technologies de l'information et de la communication ;
 - de présentation de résultats de suivi-évaluation pour la facilitation de la prise de décisions ;
 - De gestion de connaissances pour une meilleure intelligence des dynamiques d'intégration économique et sociale pour le développement rural et la sécurité alimentaire ;
 - De prise en compte des préoccupations des partenaires techniques et financiers en matière de suivi et d'évaluation des performances réalisées.

IV. PROCEDURE DE PRESENTATION DE CANDIDATURE

Les dossiers de candidature comprenant une lettre de motivation et un curriculum vitae devront être envoyés par courrier électronique à l'adresse recrutements@cilss.bf au plus tard le **17 juin 2016** en précisant dans l'objet le titre du poste.

L'avis est disponible sur le site web du CILSS : www.cilss.bf rubrique « vacances de postes / consultations ».

Ouagadougou, le 03 juin 2016

Le Secrétaire Exécutif Adjoint

Ibrahim Lumumba IDI-ISSA

